

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1768 - 22 avril 1993 - 3,50 F

D 1768 BRÉSIL: 32 MILLIONS D'INDIGENTS

Tel est le chiffre de l'Institut d'enquête économique appliquée dans un document publié en mars 1993 sous le titre: "La carte de la faim: contribution à la formulation d'une politique de sécurité alimentaire", et destiné au gouvernement du président Itamar Franco. C'est l'équivalent de la population totale de l'Argentine dans un Brésil de 150 millions d'habitants. Cette situation est d'autant plus paradoxale que le Brésil a une production agricole largement suffisante pour nourrir sa population, ainsi que le rappelle l'Institut d'enquête économique appliquée. Le problème est donc d'ordre politique. C'est pour faire pression sur la classe politique qu'est née ces dernières semaines l'"Action des citoyens contre la misère et pour la vie" (cf. DIAL D 1766).

Ci-dessous, extrait du document "La carte de la faim", et présentation des objectifs de l'"Action des citoyens".

Note DIAL

1. Présentation du document "La carte de la faim: contribution à la formulation d'une politique de sécurité alimentaire" de mars 1993 (Extraits)

Trente-deux millions de Brésiliens - une population équivalente à celle de l'Argentine - sont quotidiennement affrontés au problème de la faim. Ce sont neuf millions de familles auxquelles leur revenu mensuel garantit, dans le meilleur des cas, l'équivalent d'une seule journée de subsistance ("panier de la ménagère"). Tel est le critère adopté ici pour déterminer la population présentant les conditions les plus graves d'insuffisance alimentaire.

La moitié des Brésiliens dont le revenu ne leur permet même pas de disposer de la quantité appropriée de nourriture se situe dans les milieux urbains. Le groupe le plus important - près de 7,2 millions d'indigents - se trouve au Nord-Est. L'autre groupe appréciable d'affamés urbains est celui des grandes agglomérations, soit 4,5 millions de personnes, c'est-à-dire quelque 30% du total des indigents en milieu urbain. Mais au-delà de sa concentration au Nord-Est et dans les grandes villes, ce phénomène de la faim se retrouve dans toutes les villes du territoire national.

Si nous considérons l'indigence en milieu rural, nous observons qu'elle prédomine dans la région du Nord-Est. Là sont concentrées plus de 60% des personnes dont le revenu ne leur permet pas d'accéder à un niveau d'alimentation acceptable. Il faut cependant souligner qu'en milieu rural, la consommation alimentaire est plus élevée que dans les zones urbaines (7,5% de plus en moyenne), ce qui s'explique par la possibilité accrue d'accéder à des aliments qui ne passent pas par le marché (l'existence de taux de dénutrition plus élevés en milieu rural tient aux plus grandes difficultés d'accès aux services de santé et d'hygiène).

Les Etats de la Bahia, du Minas Gerais et du Ceará, dans cet ordre de faits, viennent en tête des Etats hébergeant le plus grand nombre d'habitants vivant dans l'indigence, soit un tiers du total. Les Etats de São Paulo, du Maranhão et de Pernambuco ont un nombre de personnes indigentes du même ordre, soit quelque

deux millions chacun. Les Etats du Paraná et de Rio de Janeiro, avec chacun un peu moins de deux millions, terminent la liste des huit Etats ayant le taux le plus élevé de carences alimentaires.

Le Brésil a produit, au cours des sept dernières années, une moyenne annuelle de 59 millions de tonnes de graines (riz, haricot rouge, blé, maïs et soja). La disponibilité intérieure de ces produits et des autres aliments traditionnellement consommés dans le pays est supérieure aux besoins quotidiens en calories et protéines pour une population de l'ordre de celle du pays. Au Brésil, on dispose de 3.280 Kcalories et de 87 grammes de protéines par personne et par jour (*), pour une recommandation (celle de la FAO) de 2242 Kcalories et de 53 grammes de protéines.

En d'autres termes, la faim qui affecte 32 millions de Brésiliens ne s'explique pas par le manque d'aliments. Le problème alimentaire vient du déséquilibre entre le pouvoir d'achat d'un large secteur de la population et le coût d'acquisition d'une quantité d'aliments compatible avec les besoins en nourriture du travailleur et de sa famille.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le paradoxe d'un pays disposant de parfaites conditions d'offre alimentaire abondante défie les gouvernements brésiliens. Chaque année, une part importante de la production agricole (près de 20%) est perdue par manque d'organisation en matière de stockage, de transport et de manipulation, alors qu'en même temps augmente le nombre des Brésiliens qui ne parviennent pas à bénéficier du minimum alimentaire. Des aliments se détériorent dans certaines des régions les plus développées du Brésil, tandis que dans les coins les plus reculés des régions les plus pauvres un nombre significatif de personnes n'ont pas de quoi manger.

La carte de la faim permet de vérifier que le problème ne se situe pas au niveau de la disponibilité globale d'aliments mais bien dans le déséquilibre géographique entre l'existence des produits et la localisation des familles dans le besoin. Près de 90% de la production vient du Sud, du Sud-Est et de la partie méridionale du centre-Ouest, alors que 60% des affamés habitent le Nord et le Nord-Est. A court terme, une opération logistique de grande envergure, avec des ressources financières adéquates, pourrait atténuer la difficulté. Cependant, le plus important à souligner c'est que le règlement définitif du problème alimentaire dépend des actions dans le sens d'une convergence entre le pouvoir d'achat de la grande majorité des travailleurs brésiliens et les prix de l'alimentation appropriée.

2. Propositions d'objectif et d'organisation de "Action des citoyens contre la misère et pour la vie" (mars 1993)

ACTION DES CITOYENS CONTRE LA MISÈRE ET POUR LA VIE Mouvement pour l'éthique en politique

1) La misère absolue

C'est un fait connu que la misère augmente au Brésil. Près de 60 millions de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté. Si cette situation n'est pas rapidement corrigée, l'avenir du Brésil en tant que pays pourra être fatalement compromis. Ce sont les politiques économiques adoptées jusqu'à présent qui ont produit cette situation. Etant donné que démocratie et misère sont incompatibles, il est urgent et nécessaire de mobiliser les citoyens pour changer radicalement l'orientation de notre histoire. Il nous appartient, dès cette génération-ci, de décider si le Brésil sera un pays pour tous ou s'il continuera de n'être réservé qu'à quelques-uns.

2) La décision de changer: une action des citoyens dans toutes les villes

Cette décision doit être rendue présente dans toutes les villes du Brésil, en tant que volonté d'organisation des citoyens capables d'identifier les situations

de misère et leurs causes, d'élaborer des propositions concrètes de solution et de mobiliser les forces sociales pour la mise en oeuvre de ces propositions à tous les niveaux de la société et avec une large participation de tous. Même si les causes de la misère dépassent l'échelon local, c'est à celui-ci qu'elle se manifeste. La réaction pour un changement doit commencer dans chaque ville pour s'étendre à l'ensemble du pays.

3) L'organisation

L'organisation de l'Action des citoyens dans toutes les villes du Brésil peut constituer une étape décisive et fondamentale pour une orientation nouvelle de notre histoire. Cette organisation peut prendre les formes les plus différentes en partant de l'initiative des organisations et des personnes. Elle peut exister aussi bien sous la forme d'un réseau de comités qu'à partir d'initiatives individuelles. Le mouvement aura un caractère national et international, par-delà les clivages de partis et de credos, avec pour objectif unique et historique d'éradiquer en une génération la réalité de la misère existante dans le pays, et d'ouvrir un espace aux multiples manifestations de la vie et de la démocratie.

4) Initiative et autonomie

L'Action des citoyens en chacune des villes sera autonome dans son organisation et son fonctionnement. Ce qui l'identifiera ce seront ses objectifs et ses pratiques. L'ensemble de ses réalisations constituera le mouvement des citoyens.

Chaque ville du Brésil déterminera ses propres actions, propositions et initiatives pour le combat contre la misère, dans ses causes et ses effets les plus directs. Les activités pourront résulter de l'initiative d'entités (Eglises, organisations de classes des travailleurs et des chefs d'entreprises, partis, ONG, associations de quartier, universités, écoles, catégories professionnelles, mouvements sociaux, ethniques, culturels et sportifs) et de personnes qui ont décidé de s'organiser en ce sens, en particulier les jeunes.

5) La solidarité internationale

Le combat contre la pauvreté et la misère au Brésil doit s'encadrer dans un mouvement mondial. L'action des citoyens revêtira dès le départ un caractère national et international; elle développera la solidarité internationale dans sa lutte contre la misère au Brésil. Chaque ville brésilienne cherchera un jumelage avec une autre ville du monde. Les sociétés civiles à l'échelle mondiale pourront ainsi entrer dans le mouvement contre la misère et pour la vie. Nous sommes partie prenante de la planète, notre destin est lié à celui de tous les autres pays.

6) Le Mouvement pour l'éthique en politique continue dans le combat contre la pauvreté et la misère

Les organisations de la société civile qui ont pris l'initiative de mobiliser la société dans cette direction s'inscrivent dans la continuité du Mouvement pour l'éthique en politique en mettant à profit son inspiration et son expérience.

7) Questionnement des politiques publiques: proposer, mobiliser, vérifier.

L'Action des citoyens contre la misère et pour la vie devra être un mouvement de questionnement concret des politiques et actions gouvernementales à tous les niveaux, avec l'éradication de la misère comme priorité absolue.

L'action gouvernementale au Brésil ne se réduit pas à celle du gouvernement fédéral. C'est pourquoi le mouvement fera des propositions et vérifiera le travail de l'exécutif, du législatif et du judiciaire au niveau de la Fédération, des Etats et des municipalités. Il s'agit, par l'action des citoyens, de mobiliser l'Etat, la société brésilienne et même la communauté internationale.

(*) La disponibilité intérieure est calculée à partir des données annuelles sur le stock initial d'aliments, plus la production et l'importation, moins l'exportation.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am.lat. 500F - USA-Canada-Afrique 470F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Com.par.presse 56249 - ISSN 0399-6441